

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1985/NGO/17
15 août 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Trente-huitième session

Point 4 de l'ordre du jour

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES
QUI ONT DEJA FAIT L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE
DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION

Déclaration écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[14 août 1985]

COMMENT PREVENIR LE GENOCIDE

Le rapport détaillé sur le génocide qui est en cours d'examen montre qu'il existe des risques constants et alarmants de génocide. Parmi les nombreuses recommandations fort sages qu'il contient, figurent des propositions précises visant à éviter ces risques. Dans notre intervention, nous insisterons d'abord sur la "prévention", dont M. Whitaker a admirablement souligné l'importance; nous mettrons ensuite l'accent sur les problèmes auxquels devront faire face les 26 experts qui constituent la Sous-Commission.

Nous n'avons pas ici l'intention de parler de crime, de procédure pénale ou d'emprisonnement, mais de poser la question suivante : QUE PEUT-ON FAIRE, MAINTENANT, POUR AIDER LES PERSONNES DONT LES VIES SONT MENACEES PAR DES POLITIQUES DE GENOCIDE ? Il est vrai que les fonctionnaires qui commettent un génocide - comme ceux qui, par exemple, se livrent à la torture - devraient être punis en tant que criminels. Et pourtant, il n'est pas vrai que l'imposition d'une peine soit généralement le moyen le plus efficace d'aider les personnes victimes de graves violations des droits de l'homme.

On peut soutenir que cette Sous-Commission est l'organe du monde le plus expérimenté et le mieux informé de ce qui peut ou ne peut pas être fait pour aider les personnes qui souffrent de graves violations des droits de l'homme. Elle a établi des procédures, maintenant généralement admises, selon lesquelles

les gouvernements qui pratiquent la torture, permettent des exécutions sommaires et des enlèvements, provoquent des exodes massifs et commettent d'autres violations flagrantes des droits de l'homme sont tenus de rendre compte de leurs actes. Les gouvernements coupables de génocide sont-ils exemptés de ce genre d'enquête ? La réponse est : Non !

Le recours aux procédures établies par la Sous-Commission pourrait-il contribuer efficacement à prévenir le génocide ? Oui, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les problèmes techniques que pose l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide pourraient être ainsi évités et la plupart des problèmes juridiques notés par M. Whitaker dans la deuxième partie de son rapport (p. 14 à 39 du document E/CN.4/Sub.2/1985/6) ne se poseraient plus. Par exemple, les cas de génocide signalés par des témoins dignes de foi pourraient être examinés même si l'Etat concerné n'est pas partie à la Convention. Pourquoi ? Parce que les actes de génocide violent la Charte des Nations Unies et violent aussi le droit international coutumier, que des sanctions pénales puissent être ou non imposées en vertu du droit pénal. Les sanctions qui peuvent être indiscutablement imposées après une action de la Sous-Commission et des organes qui lui sont apparentés sont énumérées au paragraphe 84 du rapport de M. Whitaker (p. 45 et 46 du document E/CN.4/Sub.2/1985/6). Le génocide n'est pas seulement "le crime ultime"; c'est aussi "la violation la plus grave des droits de l'homme qu'il soit possible de commettre" (voir E/CN.4/Sub.2/1985/6, par. 14). Quelles que soient les règles juridiques qui font parfois obstacle à des poursuites pénales, il est évident que les actes de génocide préoccupent gravement la Sous-Commission et la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

M. Whitaker nous rappelle que "le génocide est une menace constante contre la paix", ce qui est une de ses déclarations les plus frappantes. Cette année, la Commission des droits de l'homme ainsi que les experts maintenant assemblés pour examiner le rapport Whitaker ont donné la preuve de l'intérêt nouveau qu'ils portent aux violations flagrantes des droits de l'homme et de la paix internationale. Les conflits armés inspirent trop souvent le génocide, et le génocide mène presque toujours à la guerre. Le génocide mérite de retenir tout particulièrement l'attention en tant que point régulièrement inscrit à l'ordre du jour de la Sous-Commission.

Il est compréhensible que M. Whitaker ne se réfère qu'accessoirement aux crimes contre l'humanité (parmi lesquels le génocide occupe la première place). Mais cela ne signifie-t-il pas (en partie parce que ces crimes sont généralement liés au conflit armé) que le prochain rapport devrait compléter celui-ci en décrivant ce qu'il est advenu des autres crimes contre l'humanité au cours des 40 premières années de l'histoire des Nations Unies ?